

A cet égard, Chomsky voit que les Etats-Unis se sont hissés au summum de la puissance au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, puisqu'ils devinrent les primus inter pares, continuent, toujours et presque exclusivement, à fixer les termes du discours global, depuis les préoccupations relatives à Israël, à la Palestine, à l'Iran, à l'Amérique latine, à la Guerre contre la Terreur (GWOT), aux organisations économiques internationales, au droit et à la justice et jusqu'à celles de la survie de la civilisation (la guerre nucléaire et la destruction de l'environnement).

Mais il constate, toutefois, tout comme Wallerstein, que l'atterrissage forcé de l'aigle semble imminent et inévitable (Wallerstein 2009). Washington est acculé à partager sa puissance avec ce qui est considéré de facto comme «un gouvernement mondial» ou «les maîtres de l'univers» que sont les principaux Etats capitalistes (le G7) et les institutions qu'ils commandent, à savoir le FMI et les organisations commerciales globales (Chomsky, 2016, viii).

Par ailleurs, à cesdits maîtres, Chomsky ne reconnaît aucune légitimité car, selon lui, ils sont loin d'être représentatifs des peuples occidentaux et même dans les pays les plus démocratiques, l'influence des populations sur les décisions politiques reste dérisoire. Il se fonde sur les recherches confirmant inter alia qu'aux Etats-Unis, les élites économiques et les groupes organisés représentant les intérêts des affaires exercent des influences décisives sur la politique américaine, au moment où citoyens moyens et groupes d'intérêt des masses n'ont que peu ou aucune influence sur le processus décisionnel dans ce pays. Ceci corrobore les énoncés théoriques relatifs à la domination des élites économiques et au pluralisme biaisé par rapport au pluralisme majoritaire. Ainsi, l'on constate avec lui que la grande majorité de la population aux revenus plus bas et aux richesses modestes languit en marge du système politique. Ses attentes politiques sont ignorées à l'opposé de celles d'un secteur élitiste positionné au top de la richesse. Walter Dean Burnham attribua l'abstention politique à cette particularité singulière du système politique américain qui est l'absence totale d'un parti socialiste de masse. Avec les inégalités restées irréductibles et le déclin économique inévitable, la désintégration du système politique américain pourrait s'accélérer, car les conditions dans lesquelles se sont déroulées les élections congressionnelles de 2014 en disent long, conclut Chomsky. Pareillement, en Europe, la démocratie est confisquée par la bureaucratie de Bruxelles qui refusa, en juillet 2015, à la Grèce le droit de déterminer son destin avec la prescription obligatoire par la Troïka (FMI, BCA et CE) de politiques d'austérité peu enviées même par les économistes du FMI, argue-t-il.

Dans les mémos de torture, Chomsky revient sur la passé américain et sa relation avec cette pratique hideuse qui défraya la chronique durant la guerre contre l'Irak, notamment dans la prison d'Abu-Ghrib et qui fit l'objet d'une analyse de sa part dans un travail précédent du même intitulé, publié dans *The Nation* du 1^{er} juin 2009. La question de déclassifier des documents y afférents, posée en public, a révélé une tendance favorable à une amnésie. A ce sujet, Chomsky a toujours considéré l'amnésie historique comme un phénomène dangereux non seulement parce qu'elle affecte l'intégrité morale et intellectuelle mais aussi parce qu'elle pave le chemin pour des crimes futurs. La torture est enracinée dans l'histoire de l'Amérique plus que n'en croit le citoyen ordinaire, conclut-il. Il rejette donc la défense légale des tortures mentales privilégiées par la CIA sous Bush fils et appelées par euphémisme, «techniques d'interroga-

toires renforcés (EIT)», en rappelant les réserves détaillées des Etats-Unis à l'égard d'une définition de la torture dans la Convention internationale contre la torture datant de l'administration Reagan. Ces attitudes s'expliquent par l'indifférence des Etats-Unis à l'égard des normes internationales, ce qui fait que la torture demeure une option politique pour les futures administrations. Le lauréat Nobel en économie, Paul Krugman, partage cette opinion avec Chomsky (Krugman, 2009).

Pour ce qui est du terrorisme, Chomsky estime que les Etats-Unis n'appliquent cette notion que pour décrire les actions de leurs ennemis. Il se demande surtout pourquoi Washington a condamné l'attaque de 1983 contre les casernes américaines à Beyrouth comme étant un acte terroriste, alors qu'il s'agit bel et bien d'un acte de guerre contre des bases militaires qui sont des cibles attaquables en temps de guerre, au moment où il observa un mutisme étonnant sur le carnage perpétré au Liban contre les Palestiniens à Sabra et Chatila en 1982 avec un appui israélien (2016, 27). Cette partialité de jugement met en danger les civils ordinaires puisqu'elle embrouille toute la distinction essentielle établie par le droit humanitaire international entre combattants et non-combattants. Plus narquois, Chomsky remarque que «notre terrorisme, même si sûrement le terrorisme était bénin, est dangereux étant donné que la plupart des Etats ou groupes, même l'EI, croient qu'ils agissent en vertu d'une certaine conception du Bien». Bien plus, il estime que si Ben-Laden n'est qu'un praticien privé du terrorisme, les Etats-Unis se présentent comme le principal Etat terroriste du monde et que si Al-Qaïda s'est attaquée à eux, c'est bien à cause de leurs politiques impérialistes au Moyen-Orient. Il rappelle aussi que les Américains qui sont terrorisés par les attaques du 11 septembre 2001, qui ont occasionné des milliers de

C'est, pour Chomsky comme pour d'autres, l'élite politique et financière mondiale devenue une institution qui agit de plus en plus hors du contrôle démocratique dont elle échappe par une dialectique complexe qui rend floues les frontières entre ce qui est public et ce qui est privé.

morts, oublient très facilement un 11 septembre 1973, date à laquelle Washington apporta son soutien à un coup militaire au Chili qui y établit la dictature de Pinochet responsable du massacre de quelque trois mille Chiliens et «d'avoir éliminé le virus du gouvernement démocratiquement élu d'Allende avant qu'il ne se propage». La manière de traiter cette menace, dit Chomsky ironiquement, était «de détruire le virus et d'inoculer ceux qui peuvent être infectés, typiquement en leur imposant des Etats sécuritaires meurtriers» (Chomsky, 2016, 70). Dans ce schéma, les gouvernements d'Amérique latine ont été réorientés d'une défense extérieure vers une sécurité intérieure. Idem pour la guerre au Vietnam justifiée par la «théorie [géopolitique] du domino» qui avait d'autres applications meurtrières en Indonésie, en 1965-66 avec le régime de Suharto. Ce dernier qui a été souvent applaudi avec euphorie pour ces bains de sang et que Clinton appelait «notre gars» (p.71).

Lorsque l'avion malaisien fut abattu en Ukraine, les officiels étaient très choqués par cette tragédie, mais ils ne le furent guère quand, en 1988, l'USS Vincennes abattit un avion civil iranien dans la mer du Golfe tuant 290 personnes. Bien plus, rappelle Chomsky, les auteurs de ce crime reçurent des décorations (Légion du mérite) pour «leur conduite professionnelle exceptionnelle



Noam Chomsky.

méritoire dans l'accomplissement d'un service» (pp. 164-5). Les exemples abondent dont notamment la destruction systématique de Ghaza par l'armée israélienne qui a été fortement tolérée par Washington.

Dans sa critique acerbe de la politique américaine, Chomsky s'attaque à cet écart constaté entre rhétorique et réalisme décrédibilisant et s'interroge jusqu'à quand l'Amérique dit une chose et en fait une autre.

Il condamne vigoureusement cette contradiction entre «ce que nous défendons et ce que nous faisons» pour rappeler des précédents d'anciens slogans tels que la mission civilisatrice de la France, le paradis terrestre des Japonais quand ils envahirent la Chine et, enfin, l'exceptionnalisme américain qui passent tous pour des euphémismes d'exploitation et de rapine. Il appelle les Américains à mettre fin à leur complaisance avec cet état de choses et à ce que l'Amérique soit remise à sa place.

De même, il dévoile le mensonge de promotion de la démocratie à l'étranger, notamment lorsque les résultats de processus démocratiques vont à l'encontre des objectifs américains et met à nu la politique hypocrite moyen-orientale des Etats-Unis et leur laxisme délibéré devant la construction de colonies sur les terres palestiniennes en violation de la Convention de Genève qui interdit le transfert de la population d'une puissance occupante vers les territoires occupés. Il rappelle, par la suite, le rejet par Washington de la CPI et les déclarations de Bush fils selon lesquelles l'armée américaine envahirait les Pays-Bas si un Américain suspect ou un allié (israélien) est amené à être jugé par ce tribunal.

Pour revenir à la question centrale posée dans ce livre, très difficile restera cette tâche d'identification des acteurs dans la discipline de géopolitique, car derrière un acteur se cachent souvent d'autres, voire une structure qui, tout en étant influencée par les éléments dont elle est composée, les influence à son tour, ce qui élucide ce dilemme de la sociologie politique moderne relatif à la dichotomie structure-agent. Chomsky est très clair quant à cette structure profonde qui régit la politique globale (les maîtres du monde) et que tant de chercheurs, de Mills à Melman ou plus récemment Carroll, ont considérée comme à l'origine des politiques impériales occidentales (Mills 1956, Melman

1970, Carroll 2013). Dans sa critique du système américain fondé sur la primauté de l'élite affairiste, il rappelle les idées de Madison selon lesquelles le pouvoir doit être entre les mains d'hommes riches, éclairés, purs et nobles dont la sagesse permet de discerner l'intérêt véritable de leur pays qu'ils protègent contre les bêtises des majorités démocratiques (p.9).

C'est, pour Chomsky comme pour d'autres, l'élite politique et financière mondiale devenue une institution qui agit de plus en plus hors du contrôle démocratique dont elle échappe par une dialectique complexe qui rend floues les frontières entre ce qui est public et ce qui est privé. C'est en soulignant des phénomènes comme le réchauffement climatique et la prolifération des armes de destruction massive que Chomsky s'efforce, depuis des années, à favoriser l'émergence d'un public actif et engagé à qui reviendrait la mission d'éloigner ce monde des désastres qui résultent de la cupidité du «peu» contre les droits du «beaucoup», pour rappeler son fameux «peu sont les nantis, nombreux sont les fatigués» («the prosperous few, the restless many») d'où son plaidoyer frappant par son authenticité et sa sincérité en faveur du mouvement dit Occupy Wall Street, très fameux pour ses manifestations contre les inégalités économiques et la puissance sans bornes des firmes multinationales.

Chomsky indique que même le père des sciences économiques modernes, Adam Smith, condamna, déjà en son temps, ceux qu'il appela les «maîtres de l'espèce humaine» partisans du «tout pour nous et rien pour les autres gens semble à tout âge du monde avoir été la maxime vile des maîtres de l'espèce humaine» (Smith 1776, § IV, 448). Ce sont les marchands et les manufacturiers anglais qu'il considérait comme principaux artisans de la politique qui s'assurent qu'on s'occupe en premier lieu de leurs intérêts et peu importent les effets que cela peut avoir sur les autres [peuples] ou sur la population anglaise elle-même. En effet, l'ère néolibérale a ajouté sa propre touche à cette image classique avec les maîtres de l'espèce humaine qui se recrutent cette fois-ci parmi des économies de plus en plus monopolisées et les institutions financières gargantuesques et prédatrices ainsi que parmi les multinationales protégées par la puissance de l'Etat et les figures politiques qui les représentent. Sommes-nous devant une réalité globale que connaissent tous les pays ? Finalement, qui gouverne le monde ? A cette question, Chomsky répond par une autre : «Quels principes et quelles valeurs gouvernent le monde ?» Il est facile pour une superpuissance de dévier de ses principes kantien, pour éviter de traiter ses voisins comme elle doit être traitée, car elle le peut. Aucune puissance externe ne peut imposer à une superpuissance un attachement aux principes car cette mission est du ressort de ses propres citoyens. Au terme de cette lecture passionnée de l'ouvrage de Chomsky, que nous n'avons nullement la prétention ou l'impression de l'avoir récapitulé de façon exhaustive, force est de constater que c'est l'Amérique qui a besoin d'un Chomsky et non pas le contraire. Grâce à des intellectuels de son gabarit, ce pays jouit de cette opportunité unique de se rectifier et de se redresser de façon continue et son système gardera sa vitalité et sa puissance.

M. B.

*** Docteur en sciences économiques (économie de la défense), magister en droit (option sécurité et défense internationales) de l'Université de Grenoble. Spécialité de gestion internationale des crises de l'ENA de Paris.**

Noam Chomsky, *Who runs the world ?* New York : Metropolitan Books, 2016, 300 pages.

BIBLIOGRAPHIE

- Barsky, Robert (1997). *Noam Chomsky : A Life of Dissent*. Massachusetts : Massachusetts Institute of Technology.
- Carroll William, *Whither the Transnational Capitalist Class ?* Socialist Register 50 : 162-88, January 2013.
- Collier, Peter & David Harowitz (2004). *The Anti-Chomsky Reader*. San Francisco : Encounter.
- Collins John (2008). *Chomsky : A Guide for the Per-*

plexed. New York : Continuum.

- Krugman Paul, *Reclaiming America's Soul*, The New York Times, April 23, 2009.
- Melman, Seymour (1970). *Pentagon Capitalism. The Political Economy of War*. New York : McGraw-Hill.
- Mills C. Wright (1956). *The Power Elite*. New York : Oxford University Press.
- Smith Adam (1776, 1976). *An inquiry into The Nature*

and the Causes of the Wealth of the Nations. Oxford University Press.

- Wallerstein Immanuel *The Eagle Has Crash-landed*, Foreign Affairs, November 11, 2009.
- Winock Michel (1925). *Scènes et doctrines du nationalisme*. Paris : Seuil, Plon.
- Winock Michel (1997). *Le siècle des intellectuels*. Paris : Seuil.